

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 07 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENERGIE SUD VILAINE - SOC RENNAISE DISTRI CHALEUR

8 avenue Henri Freville
35000 Rennes

Références : UD35/2026-15
Code AIOT : 0005501505

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement ENERGIE SUD VILAINE - SOC RENNAISE DISTRI CHALEUR implanté Chaufferie de la Zup Sud Avenue des Pays-Bas 35000 Rennes. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIE SUD VILAINE - SOC RENNAISE DISTRI CHALEUR
- Chaufferie de la Zup Sud Avenue des Pays-Bas 35000 Rennes
- Code AIOT : 0005501505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ENERSUD est autorisée à exploiter une chaufferie urbaine implantée dans le quartier du Blosne par arrêté préfectoral du 14 octobre 1999 modifié.

Cette chaufferie est autorisée au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour une puissance thermique nominale de 161 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Procédure d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 2.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 5.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites
2	Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/
3	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/
4	réservoirs enterrés - détection de fuite	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 10	Susceptible de suites
5	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 13/01/2020, article Article 5.1.1	Susceptible de suites
6	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 2.1.4	/
8	Efficacité énergétique de l'installation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 2.3.2	/
11	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 5.1.1	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater une gestion globalement correcte des installations qui respectent les niveaux d'émissions associés aux meilleurs techniques disponibles du BREF relatif aux grandes installations de combustion.

Quelques actions correctives sont toutefois attendues, notamment en ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines et les suites aux observations de la précédente inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2
Constats : <p>Les derniers QAL2 pour les chaudières, 1, 3 et 4 et la turbine datent d'avril 2025. L'exploitant indique que le QAL2 de la chaudière 2 vient d'être réalisé (rapport en attente de réception), il n'a pas pu être mené en avril comme pour les autres chaudières faute d'appel de puissance sur le réseau. La périodicité de 5 ans a été globalement respectée pour tous les appareils de combustion (dépassement de 6 mois pour la chaudière 2).</p> <p>L'Inspection a pu vérifier que les dernières droites de QAL2 ont bien été saisies dans la baie d'analyse (une copie d'écran des paramétrages de la baie est archivée lors de la mise à jour de celle-ci opérée par ENVEA à l'issue du QAL2).</p> <p>Concernant l'observation émise lors de la précédente inspection et relative à l'absence d'étalonnage des capteurs de température et pression lors du QAL2, comme préconisé par le guide FD-X43-132, l'exploitant avait répondu qu'en l'absence de VLE avec incertitude de confiance pour ces paramètres, il n'était pas possible de réaliser un QAL2 sur la température et pression.</p> <p>> L'Inspection précise qu'il n'est pas demandé un QAL2 (étalonnage et vérification de l'aptitude à l'emploi dans le respect des critères d'incertitude) pour la température et la pression mais seulement un étalonnage que l'exploitant devra veiller à faire réaliser lors des prochains QAL2.</p> <p>Le dernier compte-rendu de maintenance ENVEA fait apparaître que le rendement du convertisseur NO2/NO est toujours de 85 %, ce qui, selon l'organisme de contrôle, ne remet pas en cause les mesures réalisées (compte tenu de la faible proportion de NO2 (<25%) par rapport au NOx lors de la combustion gaz).</p> <p>Concernant l'observation émise lors de la précédente inspection et relative aux teneurs élevées des gaz étalon par rapport aux VLE, l'exploitant avait répondu que les gaz étalon devaient couvrir la gamme de mesure de l'analyseur. L'Inspection rappelle que la norme XP X43-132 - Juillet 2023 recommande de disposer de gaz étalon avec des concentrations proches des VLE et en aucun cas supérieures à deux fois la VLE. L'exploitant ne dispose pas de bouteilles de gaz étalon sur site (ce sont celles du prestataire ENVEA qui sont utilisées).</p> <p>> L'Inspection invite l'exploitant à s'assurer que des gaz étalon dont les concentrations sont proches des VLE seront utilisés lors des prochains QAL2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité
Prescription contrôlée :

I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les derniers rapports AST pour les chaudières 1 à 4 et la turbine (2023 et 2024), qui confirment la validité des droites d'étalonnage déterminées lors du précédent QAL2.</p> <p>En 2025, le QAL2 a été renouvelé donc l'AST n'a pas été réalisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 32

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Constats :

Le dernier rapport de mesure date d'avril 2025 et donne les résultats suivants en mg/Nm³ qui confirment le respect des VLE (indiquées en italique) :

Équipement/ Paramètre (en mg/Nm³)	Turbine	CH1	CH2	CH3	CH4
CO	0 / 25	0 / 100	en attente de résultats	0 / 100	0 / 100
NOx	34 / 50	75 / 90		74 / 80	59 / 85
Poussières	0 / 10	0,75 / 5		0 / 5	0 / 5
SO2	0,64 / 10	1,36 / 35		1,59 / 35	1,55 / 35

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : réservoirs enterrés - détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, réservoirs enterrés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Ils (les réservoirs enterrés) sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite.</p>
Constats : <p>Au constat de la précédente inspection qui relevait que l'exploitant devait équiper d'une alarme visuelle et sonore le système de détection de fuite des réservoirs d'hydrocarbures enterrés, l'exploitant a confirmé qu'en cas de détection de fuite au niveau des réservoirs double enveloppe enterrés de FOD ou de diesther, l'alarme est affichée dans le bandeau dédié de l'écran en supervision, en plus de l'appel automatique sur le téléphone d'astreinte (solutions sonores et visuelles).</p> <p>Il précise que l'astreinte est assurée par un technicien chaufferie et qu'un test annuel de cette alarme est réalisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2020, article Article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection, l'alarme de niveau équipant le séparateur d'hydrocarbures situé à l'aval de la vanne de confinement des effluents en provenance de l'aire de dépotage des hydrocarbures était hors service (défaillance de piles).</p> <p>L'exploitant indique qu'une ronde mensuelle de vérification des piles de l'alarme du séparateur HC est mise en place.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que cette alarme de niveau était opérationnelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des périodes OTNOC
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit pour le 17 août 2021 au plus tard un plan de gestion des périodes OTNOC. Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :</p> <ul style="list-style-type: none">• la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz);• l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes;• une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire;• une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : <p>Le plan de gestion des OTNOC transmis à l'Inspection indique une date de révision du 16/12/25, or il s'avère qu'il s'agit de la date d'édition du fichier qui s'incrémente automatiquement à chaque ouverture. Il convient que l'exploitant corrige cette saisie automatique.</p> <p>Les différentes conditions opérationnelles autres que normales (OTNOC) identifiées concernent les phases de démarrage et arrêt programmés, les arrêts d'urgence, les pannes ou dysfonctionnement des analyseurs et le démarrage en mode secours (au fioul en cas d'indisponibilité du gaz).</p> <p>Pour la turbine, le plan de gestion OTNOC indique que les périodes OTNOC ne sont pas relevées dans la baie d'analyse faute de paramétrage. En effet, la phase de démarrage normal pour la turbine, est identifiée dans l'APC du 13 janvier 2020 par l'atteinte d'un pourcentage de charge de 100 % de la puissance électrique nominale. Or, la turbine ne semble pas toujours fonctionner à 100 % mais est quand même considérée comme fonctionnant en NOC dans ces cas-là, ce qui est plutôt pénalisant.</p> <p>Concernant les pannes ou dysfonctionnement des analyseurs, le plan de gestion OTNOC indique qu'une intervention urgente de l'entreprise de dépannage est prévue (il confirme un délai d'intervention sous 30 minutes).</p> <p>Durant ces pannes ou dysfonctionnements, les analyses des rejets peuvent malgré tout être effectuées via une valise combustion que le personnel de chaufferie sait utiliser (et en particulier les 5 personnes assurant l'astreinte).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Procédure d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions</p>

Constats :

Le dossier de réexamen IED de la chaufferie établi en 2018 relève que la chaudière 1 est équipée depuis 2025 d'un système de recirculation des fumées dans la chambre de combustion afin de réduire les émissions en NOX. Les chaudières 3 et 4 en ont été équipées en 2016.

Or, l'exploitant indique ne pas avoir de procédure sur la conduite à tenir en cas de panne ou dysfonctionnement des dispositifs de réduction des fumées, car il précise qu'aucun des équipements de combustion de la chaufferie n'est équipé de dispositif de recirculation des fumées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, confirmer si des dispositifs de recirculation des fumées sont présents ou non sur les équipements de combustion de la chaufferie et si nécessaire établir une procédure sur la conduite à tenir en cas de panne ou dysfonctionnement de ces dispositifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Efficacité énergétique de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations où sont reportées les opérations suivantes: <ul style="list-style-type: none">• suivi journalier des rendements thermiques comprenant :• une mesure des consommations de gaz par chaudière (compteur gaz) et calcul des énergies consommées à partir d'un PCI moyen du gaz naturel ;• une mesure de l'énergie délivrée dans l'eau surchauffée (compteur énergie) ;• suivi mensuel des rendements thermiques avec calcul de l'énergie consommée à partir du PCI réel fourni par le fournisseur ;• vérification annuelle des rendements thermiques lors des mesures des émissions atmosphériques.
Constats : L'exploitant a pu présenter le registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations qui indique le rendement global des chaudières avec relevé des consommations de gaz et calcul des énergies consommées à partir d'un PCI moyen du gaz naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes : (...) - surveillance annuelle des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures, HAP, BTEX et métaux lourds (cuivre, arsenic, cadmium, zinc, plomb, mercure, nickel, chrome) sur les 3 piézomètres identifiés dans le rapport de base du 17 juillet 2018 complété le 9 mai 2019.
Constats : Les résultats de surveillance des eaux souterraines 2023-2024 indiquent une valeur significative en arsenic sur le piézomètre n°1 (amont) avec des valeurs de 33 µg/l à 21,3 µg/l. Le rapport de base établi lors du réexamen IED en 2018 ne relevait aucune détection d'arsenic sur ce piézomètre, mais une faible concentration (< 10 µg/l qui correspond à la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine) dans le piézomètre n°3 (aval). L'Inspection a pu constater qu'aucun des 3 piézomètre du réseau de surveillance n'est identifié sur le site. Les piézomètres sont situés dans des zones enherbées et protégés par un tube de protection métallique avec capot et cadenas. Les derniers rapports de surveillance signalent depuis 2023 que la crépine du piézomètre n°1 est colmatée, ce qui retire l'accréditation COFRAC des résultats sur ce piézomètre pour lequel les résultats de mesure sont donnés avec réserve. L'exploitant indique que la vérification de surveillance 2025 a été commandée et sera réalisée d'ici la fin de l'année ou début 2026. L'exploitant signale, que dans le cadre des aménagements du site dont la demande d'autorisation est en cours d'instruction, le piézomètre n°2 devra être déplacé. > L'Inspection recommande à l'exploitant d'appliquer les préconisations de la norme NF X31-614 - Janvier 2024 en ce qui concerne le comblement et l'abandon du forage existant et la réalisation du nouveau forage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 3 mois engager les actions nécessaires pour décolmater la crépine du piézomètre n°1 et assurer l'identification de chacun des piézomètres par marquage de son numéro d'identification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 5.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes

aux règles en vigueur, notamment :

- de deux appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de l'établissement se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil et permettant chacun de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;
- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et notamment dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'Inspection le dernier compte-rendu de vérification des deux poteaux incendie présents à l'entrée du site.

Le dernier rapport de vérification de la détection gaz de septembre 2025 ne relève aucune anomalie. Pour les 20 détecteurs gaz présents, les trois seuils de détection à 10, 20 et 30 % de la LIE conduisant respectivement à la pré-alarme, alarme et coupure gaz sont contrôlés. Toutefois, le bon fonctionnement des asservissements associés à ces alarmes n'est pas vérifié lors de ces contrôles. **L'exploitant s'est engagé à en procéder à ce contrôle complet en 2026.**

L'Inspection n'a pas consulté le registre de sécurité, mais l'exploitant a confirmé réaliser une maintenance annuelle de la détection incendie et un contrôle annuel des extincteurs, celui de l'année 2025 est programmé le 23 décembre 2025.

L'exploitant a établi un plan des locaux avec description des dangers pour chaque local.

L'Inspection a pu constater la présence de réserves d'absorbants incombustibles à l'abri des intempéries à proximité du poste de dépotage de fioul et d'une couverture anti-feu qu'il convient de fixer (elle est posée sur un muret).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'exploitant doit sous un délais de 3 mois faire procéder au contrôle des débits et pression des deux poteaux incendie présents à l'entrée du site et transmettre le compte-rendu à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2020, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'en cas d'incendie les eaux d'extinction incendie sont confinées au niveau inférieur de la chaufferie dont il faut couper les pompes de relevage.</p> <p>La consigne incendie présentée à l'Inspection ne précise pas cette action dans les tâches à mener en cas d'incendie, mais la coupure des énergies (qui, elle, est prévue) conduit au même résultat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite